

# Les leçons d'un pontificat pour aborder l'avenir de l'Église

## Les leçons d'un pontificat

*Pour tirer les leçons du pontificat de Jean Paul II, il est nécessaire de retracer quelques unes des lignes de fond. Ce n'est pas une entreprise simple, vu le nombre d'années passées au gouvernement de l'Église catholique (près d'un quart de siècle), non loin de cent voyages internationaux, une douzaine d'encycliques, d'innombrables discours, tant de personnages rencontrés, des béatifications et des canonisations par centaines. Et tout cela à une époque de l'histoire qui a vu le Consensus de Washington orienter l'économie mondiale vers le néolibéralisme, avec ses catastrophes sociales, le mur de Berlin s'écrouler, la pensée unique s'imposer et les mouvements de protestations fleurir à l'échelle mondiale, sans parler des guerres renforçant l'emprise du système mondial dominant et l'attaque terroriste contre les Etats-Unis.*

François  
Houtart



La mission que se donna Jean Paul II en accédant à la tête de l'Église catholique était double: restaurer une Église ébranlée par le Concile Vatican II et renforcer la présence de cette dernière dans la société pour qu'elle puisse réaliser sa tâche d'évangélisation. C'est ce que nous décrivons brièvement.

### Le projet de Jean Paul II Restaurer l'Église après le Concile Vatican II

Le cardinal Wojtyła fut un membre actif du Concile Vatican II. Partisan d'une modernisation de l'image de l'Église catholique, il appuya bien des réformes adoptées par l'assemblée des évêques. À partir de sa Pologne natale, il fut un observateur inquiet des conséquences du Concile sur une

Église qui se réformait en profondeur, avec tous les traumatismes et les conflits internes qu'une telle mutation entraînait. Proche de l'Opus Dei, qui l'avait abrité pendant plusieurs de ses voyages à l'étranger, il ne pouvait que jeter un oeil réprobateur, non seulement sur certains excès liturgiques, mais aussi sur de nombreuses applications concrètes des décisions conciliaires. Il était renforcé dans ses convictions par son appartenance au catholicisme polonais, solide mais souvent simpliste dans son contenu, vigoureux dans sa spiritualité principalement mariale, rigide dans sa morale, culturellement hégémonique dans sa société, ciment de la nation et âme de la résistance au communisme. Tout allait conduire l'élu du conclave à une restauration doctrinale, morale et institutionnelle de l'Église catholique.

### Restaurer la doctrine et la morale

Sur le plan doctrinal, les documents abondent. Presque tous les sujets ont été abordés, soit directement par lui-même, soit par le biais des organes du St Siège: la foi, le magistère ou l'autorité doctrinale de la hiérarchie ecclésiastique, la collégialité entre les évêques pour le fonctionnement de l'Église universelle, la liturgie, le sacerdoce, le rôle des femmes dans l'Église, l'oecuménisme ou les relations entre Églises chrétiennes, les religions non chrétiennes, la doctrine sociale.... Dans tous les domaines, à côté de précisions intéres-

santes, ce furent surtout des mises en gardes, des rappels doctrinaux de la tradition et même des condamnations explicites. Plus que l'accompagnement pastoral d'un difficile processus de réformes destinées à rendre l'Eglise plus à même de transmettre le message de l'évangile dans un monde complexe, il s'est agit de coups de freins, accompagnés de mesures disciplinaires de plus en plus contraignantes. Qu'il suffise de donner quelques exemples.

Les adaptations liturgiques entamées dans plusieurs Eglises locales de l'Asie et notamment en Inde, en vue d'une expression culturelle plus adaptée de la foi, furent interrompues. Le document Dominus Jesus concernant la fonction salvatrice universelle de Jésus, mit fin aux essais de repenser le rapport avec les grandes religions de l'Orient. Il fut durement interprété par certains responsables religieux ou politiques asiatiques, comme une justification du prosélytisme dans des sociétés récupérant leur identité culturelle, notamment par le biais de la religion. Plusieurs théologiens subirent des condamnations, des interdictions d'enseigner ou de publier et l'un d'entre eux, le Père Tissa Balasuriya de Sri Lanka, fut excommunié, à la veille d'un synode des évêques d'Asie, qui devait traiter du thème de l'acculturation du christianisme.

Les rapports avec les autres confessions chrétiennes et avec les autres religions connurent quelques manifestations impressionnantes, comme la rencontre d'Assise en 1986, le jeûne le dernier jour du ramadan en 2001 et d'autres gestes fraternels. Mais l'intransigeance doctrinale et les obstacles à des collaborations plus institutionnelles, notamment avec le Conseil Oecuménique des Eglises, posèrent des limites infranchissables à certaines avancées en cours. Les demandes de pardon pour les fautes de membres de l'Eglise catholique, commis au temps des croisades ou pour des comportements racistes ou antisémites, ne remirent jamais en cause les responsabilités historiques de l'institution ecclésiastique elle-même.

La collégialité épiscopale, un des points forts du Concile Vatican II, fut clairement subordonnée par Jean Paul II à l'autorité romaine et les synodes généraux ou continentaux se transformèrent souvent en chambres d'enregistrement de la ligne pontificale ou en lieux de défoulements, sans grandes conséquences, de certains évêques plus clairvoyants. Le document final de chaque assemblée devait être approuvé par le pape avant publication et dans plusieurs cas, il fut transformé.

La théologie de la libération fit l'objet d'une répression toute particulière. Née en Amérique latine, elle eut aussi ses expressions en Afrique, surtout parmi les théologiens protestants, en Asie, en Inde, aux Philippines et en Corée du

Sud. Réflexion sur Dieu, comme toute théologie, elle prenait pour point de départ la situation des pauvres et des opprimés, affirmant ainsi le caractère contextuel de la pensée théologique, mais en rendant ce dernier explicite, ce que d'autres courants refusaient généralement de faire, voilant ainsi la relativité du discours.

L'inspiration évangélique de la théologie de la libération était claire et dans la complexité des situations sociales contemporaines, elle exigeait la médiation d'une analyse sociale pour bien établir son point de départ. C'est d'ailleurs le fait de toute morale sociale, implicitement ou explicitement. Mais cette pensée allait plus loin que l'éthique sociale. Avec les yeux des exploités, elle



menait directement à l'athéisme. La répression frappa de nombreux théologiens qui furent interdits d'enseigner et de publier. Les centres éducatifs: séminaires, facultés de théologie, instituts de formation pastorale, reçurent l'ordre de prohiber tout enseignement parlant de théologie de la libération. Cette dernière trouva refuge auprès de centres d'études ou de formation oecuméniques et dans des universités laïques. Jean Paul II lui-même déclara à des journalistes, lors de son second voyage au Nicaragua en 1996, que la théologie de la libération n'avait plus de raison d'être, puisque le marxisme était mort.

Sur le plan de la morale, on connaît l'insistance du pape Jean Paul II en faveur du respect de la vie, même avant la naissance, son opposition radicale à l'avortement, à la contraception, à l'euthanasie, à la peine de mort. La vie est certes une valeur fondamentale pour la dignité de l'être humain et elle est réellement mise en danger aujourd'hui par le positivisme scientifique, les pouvoirs économiques, le relativisme d'une certaine pensée postmoderne. Cependant, le manque de considération des conditions sociales et psychologiques concrètes des êtres humains, l'attachement à une philosophie de la nature ne corres-

pondant plus aux connaissances contemporaines, les conséquences dramatiques de certaines positions dogmatiques de l'Église catholique, comme dans le cas du sida en Afrique, ont conduit à une grave perte de crédibilité, aussi bien intellectuelle que pratique. Les positions adoptées s'avèrent finalement destructrices de leur objet lui-même.

La doctrine sociale resta un lieu privilégié de l'attention de Jean Paul II. On ne compte plus les documents sur le sujet. Au nom de l'évangile, c'est très durement qu'il condamna les abus et les excès du capitalisme. Lors de sa visite à Cuba, il dénonça même le néolibéralisme et ses effets négatifs. Mais alors que dans l'encyclique *Centesimus Annus*, il condamnait le socialisme dans son essence, car porteur d'athéisme, il stigmatisait le capitalisme sauvage pour ses pratiques, mais pas dans sa logique. Il en résulta des appels fréquents et insistants à la "mondialisation de la solidarité", mais qui ne débouchaient pas sur une dénonciation des causes profondes de la pauvreté et des inégalités sociales. De fait, une telle position finit par faire le jeu de l'économie capitaliste de marché, car aucun système ne peut se reproduire à terme sans porter remède à ses abus et à ses excès. Tous ont besoin d'une instance critique.

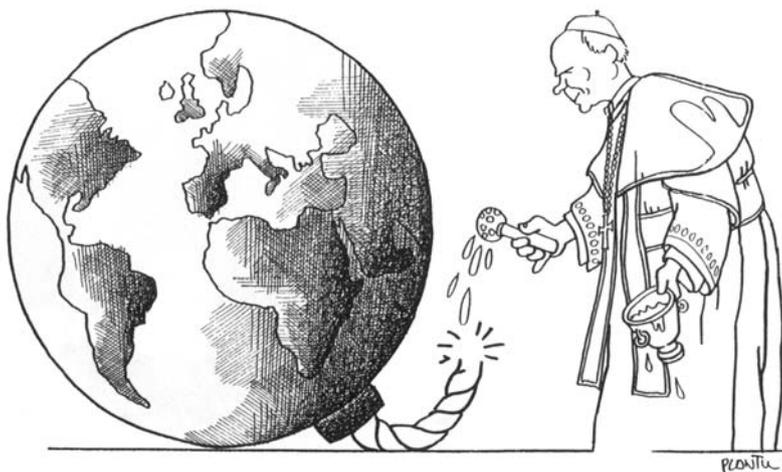
Un des instruments de l'élaboration et de la diffusion de la doctrine sociale de l'Église catholique est la Commission Justice et Paix, instaurée par le Concile Vatican II. Michel Camdessus, ancien directeur du FMI, organisme financier international responsable d'innombrables catastrophes sociales dans le monde et instrument privilégié du néolibéralisme, y fut nommé en l'an 2000 comme conseiller, marquant ainsi l'absence d'analyse de cet organisme pontifical, ce qui en plus le dépouillait de sa crédibilité comme porte-parole des pauvres et des opprimés.

## Restaurer l'institution

Pour mener à bien une restauration doctrinale et morale, projet fondamental de Jean Paul II, il était nécessaire de disposer d'une institution porteuse de ce projet. D'où une politique de nominations épiscopales qui s'orienta dans ce sens. Dans bien des diocèses, les nouveaux évêques entreprirent, sous l'inspiration du St. Siège, de contrôler les centres de formation, de démanteler le travail pastoral de leurs prédécesseurs, d'introduire des congrégations religieuses ou des organisations catholiques conservatrices. En Amérique latine, le CELAM (Conseil épiscopal latino-américain), qui avait été à la pointe du renouveau et qui avait organisé en 1968, la Conférence de Medellin pour l'application du Concile Vatican II, fut peu à peu transformé en organe de restauration. Les conférences épiscopales qui avaient joué un rôle moteur furent réorientées, par le biais des nouvelles nominations. Des centaines de diocèses, dans le monde entier, vécurent de pénibles transitions pastorales débouchant souvent sur des drames personnels chez ceux qui avaient cru en une Église prophétique et en une institution plus humaine. Seuls dans certains cas de chrétienté plus ancienne, où une tradition d'autonomie existait encore, la vague déferlante des nominations conservatrices put être freinée.

En 1982, quatre ans après l'élection de Jean Paul II, l'Opus Dei acquit un statut de prélature personnelle, c'est-à-dire au-dessus de la juridiction des évêques. Son fondateur fut béatifié, vingt cinq ans seulement après sa mort, fait tout à fait inusité et il bénéficia d'une procédure rapide pour sa canonisation. Plusieurs de ses membres accédèrent à l'épiscopat, notamment dans des diocèses importants et certains au cardinalat. C'est surtout dans l'administration centrale de l'Église catholique (la Curie), que l'influence de l'Opus Dei se fit sentir. Ses membres occupèrent des postes importants dans de nombreux secteurs et la proximité de l'Opus pesa d'un grand poids dans les nominations internes.

La curie romaine, déjà importante sous Pie XII et dotée d'éléments nouveaux par le Concile Vatican II, fut encore amplifiée par Jean Paul II. Or, le maintien d'un tel appareil exige des moyens considérables, que l'apport des fidèles ne parvient pas à assurer. Le patrimoine du St. Siège qui y supplée provient en grande partie des Accords du Latran des années 1930, en compensation de l'annexion, par l'Italie, des anciens États pontificaux et les revenus sont le fruit d'un capital foncier et financier considérable. Les institutions bancaires du Vatican, nécessairement insérées dans la logique du système capitaliste, connurent sous le pontificat de Jean Paul II, des scandales retentissants, qui coûtèrent des centaines de millions de dollars à l'Église catholique.



Qu'il suffise à ce sujet de citer le cas de la Banque Ambrosienne de Milan, dirigée par une véritable mafia, bien en cour au Vatican et qui par ses opérations, finançait entre autres, les dépenses d'armement du dictateur Anastasio Somoza au Nicaragua. Son directeur, le banquier Roberto Calvi, fut trouvé pendu sous un pont de Londres. La liste des scandales ne s'arrêta pas là, formant un véritable cortège de contre-témoignages à l'esprit de l'évangile. S'ils sont relativement peu connus dans le grand public, c'est qu'une certaine réserve s'impose dans ces domaines et qu'intervient la complicité des pouvoirs quels qu'ils soient, économiques, politiques, judiciaires ou médiatiques, afin de ne pas mettre en danger une instance morale, à leurs yeux, garante de l'ordre social.

La décision de Jean Paul II, évêque de Rome, de ne pas se retirer à l'âge de 75 ans, comme tous les évêques sont invités à le faire depuis Vatican II, eut entre autres pour effet de renforcer le pouvoir d'une administration de plus en plus inspirée par le conservatisme. Nouveau "prisonnier du Vatican", le pape devint la victime d'une curie dont les grands ténors qu'il avait lui-même nommés, menèrent l'action restauratrice à un point tel qu'elle provoqua des réactions croissantes dans l'ensemble de l'Eglise catholique, même parmi les milieux modérés.

### Restaurer le projet d'évangélisation

La "Nouvelle évangélisation" promue par Jean Paul II, se caractérisa par deux tendances principales, d'une part, celle de l'Opus Dei: évangéliser par le pouvoir en faisant de la spiritualité un signe d'excellence sociale et de l'autre, celle des divers mouvements charismatiques, au contenu certes très intense et exigeant quant aux comportements personnels, valorisant l'affectif, mais généralement désincarnés et peu enclins à intégrer une dimension sociale. Par contre les Communautés ecclésiales de base, nées en Amérique latine, caractérisées par une autre manière d'être Eglise, notamment par la prise de parole des pauvres et par une autogestion des communautés, furent marginalisées, désarticulées et parfois même simplement détruites, les prêtres les conseillant étant déplacés, les locaux paroissiaux leur étant interdits ou de nouveaux groupes portant le même nom étant organisés sous l'égide cléricale.

Quant au rôle des laïcs dans l'Eglise, malgré une valorisation dans les textes, il fut largement relégué à un niveau subalterne, sauf quand il s'agissait d'organisations inconditionnelles, telle l'Opus Dei. La marginalisation de la JOCI (Jeunesse ouvrière chrétienne internationale), cependant soutenue par plusieurs conférences épiscopales, qui se traduisit par l'abrogation de son sta-



tut d'Organisation internationale catholique et la création d'une fédération concurrente, en est un exemple frappant.

Tout cela s'inscrivait dans un contexte social plus général d'éclatement culturel, (accent mis sur l'individu, valorisation affective), typique de courants philosophiques, d'une partie des sciences humaines, de la production artistique et de la quête religieuse d'une époque marquée par la prédominance du marché, mais qui, par ailleurs, se caractérisait aussi par un raidissement autoritaire dans le chef des institutions.

Les nombreux voyages de Jean Paul II à travers le monde révélèrent, certes, une énergie peu commune et ils furent à la fois très appréciés par de nombreux milieux populaires, surtout dans le Sud et très logiquement en Pologne et célébrée par certains noyaux catholiques fervents. Cependant, plus qu'un véritable contact avec la réalité des lieux visités, il s'agissait surtout de diffuser la pensée romaine. La plupart du temps, l'événement prit le pas sur le message. S'il soulevait l'émotion en tant que célébration collective, à plus long terme il débouchait généralement sur un renforcement de l'aile conservatrice du catholicisme.

Bref, la restauration de l'Eglise catholique après le Concile Vatican II se traduisit pour Jean Paul II, par une solidité doctrinale redéfinie, un code moral clair et sans failles et une autorité se voulant indiscutable, au service d'un projet conservateur sur le fond et modernisant dans la forme. Dans la perspective du pape actuel une telle orientation était aussi nécessaire pour affronter les forces hostiles de la société. En quoi, Pie XII fut pour lui une référence. Il ouvrit le procès en béatification de ce dernier, parallèlement avec celui de Jean XXIII, que la vox populi avait depuis longtemps placé sur les autels.

## Renforcer l'Église dans la société

Le Concile Vatican II dans sa constitution *Gaudium et Spes* (L'Église dans le monde de ce temps), envisageait le rôle de l'Église comme une inspiration morale et non comme l'exercice d'un pouvoir. Partager les joies et les espérances de l'humanité pouvait paraître relever d'un optimisme à la limite du réalisme, mais cela exprimait cependant une inspiration programmatique. Le nouveau pape allait rapidement la traduire en un double affrontement, contre les forces hostiles au message chrétien, le communisme athée d'abord et le sécularisme occidental ensuite.

## La lutte contre le communisme

Déjà ancienne dans la tradition de l'Église catholique, elle avait été renforcée par la proclamation de l'athéisme comme "religion d'Etat" dans les pays du socialisme réel. S'y ajoutaient d'autres aspects, comme la répression des libertés, l'autoritarisme des régimes politiques, les persécutions religieuses. Pour Jean Paul II, guidé par l'expérience polonaise, il fallait mobiliser les catholiques pour éradiquer le communisme. Cela devait se manifester à l'intérieur de l'Église, d'où la condamnation de la théologie de libération, tout comme à l'extérieur, par une action directe.

Là où le communisme était au pouvoir, il encouragea la création d'un contre-pouvoir. Les visites en Pologne eurent cet objectif, par le biais d'une mobilisation religieuse et d'un appui moral, matériel et politique à Solidarnosc, avec la complicité de la Banque Ambrosienne. Là où il était en passe de prendre pouvoir, il fallait enrôler les catholiques dans un front d'opposition. D'où l'affrontement, en 1983, au Nicaragua avec le Front sandiniste, considéré comme le marche pied du communisme. Cela expliqua l'homélie particulièrement agressive de Managua, condamnant

l'Église populaire et le "faux oecuménisme", celui de l'engagement commun de chrétiens de diverses dénominations dans le processus révolutionnaire et l'appel à l'unité sous la bannière d'un épiscopat particulièrement rétrograde (l'archevêque de Managua, Monseigneur Miguel Obando y Bravo, créé cardinal après la visite pontificale). Tout ceci déboucha sur une forte répression ecclésiastique et sur un profond désarroi parmi les chrétiens des milieux populaires venus célébrer à la fois leur révolution et la visite de leur pape.

L'orientation de la visite à Cuba se situa dans la même veine. Dans l'esprit de Jean Paul II, c'était le dernier bastion du communisme en Occident, mais à bout de course. L'agressivité n'était plus de mise. L'état de santé du pape ne le lui permettait guère non plus. Mais le discours ne se départit pas de sa logique. La révolution cubaine était une parenthèse dans l'histoire et donc absente du texte. Seuls ses effets étaient soulignés, tous négatifs. Au retour à Rome, Jean Paul II déclara à un groupe de pèlerins polonais, que sa visite allait produire les mêmes effets qu'en Pologne, 10 ans plus tôt.

La lutte anticommuniste n'exigeait pas seulement une Église forte et disciplinée, mais elle demandait aussi de faire alliance avec d'autres forces économiques et politiques. D'où les nombreuses compromissions avec le pouvoir nord-américain, dont plusieurs organisations catholiques en Europe et à Rome, canalisèrent les fonds officiels et secrets en faveur de Solidarnosc. D'où aussi la tolérance vis à vis de régimes dictatoriaux de droite, comme au Chili, en Argentine, aux Philippines. Les artisans de ces relations douteuses se trouvèrent promus à la tête d'importants organes du St Siège, la Secrétaire d'Etat en tête. D'où enfin l'intervention en faveur d'Augusto Pinochet ou, sur un plan symbolique, la béatification du Cardinal Stepinak, proche du régime fasciste croate pendant la seconde guerre mondiale.

## La lutte contre le sécularisme

Le deuxième adversaire de l'Église, dans la perspective de Jean Paul II, fut le sécularisme occidental, caractérisé par le relativisme, l'appât de la consommation, l'hédonisme. Face à cette réalité, il rappela avec force les valeurs de l'amour des autres, de la solidarité, de la modération dans l'usage des biens matériels. Une fois de plus, le cadre de référence doctrinal et moral était tellement rigide, que le message resta largement incompris et finalement peu efficace. Un tel décalage est pénible, car l'humanité contemporaine aspire à une spiritualité, est en quête de sens et les luttes sociales indiquent un profond désir de justice. Le message et la pratique évangéliques peuvent être un réel élément de réponse et d'espérance, à condition de ne pas être occul-



tés par des positions doctrinales de moins en moins crédibles et des pratiques institutionnelles contradictoires.

### La défense de la paix

Une autre préoccupation du pape Jean Paul II fut la poursuite de la paix. À de multiples occasions, Jean Paul II a rappelé sa nécessité. Il s'est opposé à la guerre du Golfe, il a mis en garde contre la guerre du Kosovo, il a fait appel à la réserve dans la guerre d'Afghanistan. Il s'est aussi opposé à l'embargo contre l'Irak et à celui contre Cuba. Il a revendiqué le droit des Palestiniens, à constituer une nation. La paix entre les peuples, basée sur la justice dans leurs relations, fut pour lui un leitmotiv constant. Malheureusement, ce rappel de valeurs resta souvent abstrait, même quand il s'appliquait à des cas précis. Les causes réelles des guerres n'étaient guère explicitées, les liens entre guerre et impérialisme économique restèrent inexprimés. Par ailleurs, la poursuite de l'alliance de fait entre le St. Siège et les pouvoirs économiques et politiques de l'Occident, sur base d'une logique institutionnelle (la reproduction sociale de l'institution), plus qu'en référence à l'évangile des béatitudes, faisait perdre au discours une grande partie de sa crédibilité.

L'outil privilégié du St Siège pour agir dans ce domaine est le service diplomatique. Ce dernier n'est pas un organe du Vatican en tant qu'État, contrairement à ce que l'on croit souvent, mais bien du St. Siège, c'est à dire de l'Eglise catholique. Considérablement amplifié par Jean Paul II, il en est non seulement l'élément le plus coûteux, mais aussi le plus socialement compromettant et le plus symboliquement contradictoire à l'inspiration évangélique, car signe de pouvoir (privilège d'un Etat) et expression de richesse (l'implantation des nonciatures aux côtés des ambassades).

### L'esquisse d'un bilan

Nul doute que Jean Paul II, le prélat sportif et l'ancien travailleur des usines Solvay à Cracovie, l'amateur de théâtre et le moraliste de l'Université catholique de Lublin, le prêtre à la spiritualité mystique et le pasteur des Carpathes, restera connu dans l'histoire comme un géant de l'ère contemporaine, le pape d'un quart de siècle qui bouleversa l'humanité, le pape de la mondialisation. Mais, voulant reconstruire une Eglise solide dans un monde plus humain, il finit par détruire nombre de forces vives émergentes et empreintes d'une vision évangélique et prophétique. La lumière spirituelle et morale dont il se voulait le porteur se transforma en instance politique. Le gouvernement central de l'Eglise qui devait être un service du peuple de Dieu, devint un appareil

réactionnaire, allié de facto aux pouvoirs économiques et politiques. Sa voix réclamant la justice et la paix, au lieu de revêtir les aspects prophétiques requis par l'immense exploitation, plus que jamais mondialisée, de l'économie de marché capitaliste, se mua en une critique raisonnable. Au lieu de développer la force du symbole, il s'appuya sur celle de l'autorité. Certes, Jean Paul II a restauré l'Eglise, mais quelle Eglise? Certes, il a renforcé la place de cette dernière dans la société, mais quelle place? Voilà les interrogations qui devront orienter l'esprit des successeurs.

La chrétienté a besoin d'un pape, disait Harvey Cox, le théologien baptiste, professeur à Harvard, mais, ajoutait-il, en tant qu'expression symbolique de l'unité et non comme pouvoir. L'humanité a besoin de rappels d'espérance sur base d'analyses du réel et de projets d'avenir. L'une de ces voix prophétiques, inspirée d'un Dieu libérateur, pourrait venir de Rome. On ne peut dire que le bilan du pontificat ait répondu à cette double attente.

